



Brigitte Schroeder-Gudehus

Les scientifiques et la paix La communauté scientifique internationale au cours des années 20

Presses de l'Université de Montréal

Conclusion

DOI : 10.4000/books.pum.8039
Éditeur : Presses de l'Université de Montréal
Lieu d'édition : Montréal
Année d'édition : 2014
Date de mise en ligne : 23 janvier 2018
Collection : Thématique Histoire et sciences humaines
EAN électronique : 9791036501159



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

SCHROEDER-GUDEHUS, Brigitte. *Conclusion* In : *Les scientifiques et la paix : La communauté scientifique internationale au cours des années 20* [en ligne]. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2014 (généré le 15 mai 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pum/8039>>. ISBN : 9791036501159. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pum.8039>.

Ce document a été généré automatiquement le 15 mai 2023. Il est issu d'une numérisation par reconnaissance optique de caractères.

Conclusion

- 1 "Quoique savants, nous restons hommes¹." Emile Picard eut ces mots en octobre 1918, à quelques semaines de l'armistice. Même quand la guerre s'acheva, l'esprit universaliste de la science ne prévalut ni d'un côté ni de l'autre sur l'engagement patriotique et le parti pris nationaliste. A la fin des années vingt, la communauté scientifique internationale connaissait encore certaines tensions que les hommes politiques, eux, avaient réussi à éliminer de leur sphère particulière. A la lumière de ces faits, il faut donc répondre par la négative aux questions qui avaient été posées au début de cette étude : les scientifiques, en tant que groupe socio-professionnel, n'ont fait preuve d'aucune propension particulière à s'élever au-dessus des affrontements politiques ; ils n'ont pas essayé de garder ouvert le dialogue ; ils n'ont pas contribué à diminuer les tensions. Bien au contraire, les voix de la modération se sont élevées *d'abord* dans les milieux politiques. Ainsi, tandis qu'en 1923, la Commission internationale de coopération intellectuelle refusait d'adopter une résolution recommandant qu'à l'avenir aucune nation ne devait être exclue des congrès internationaux, l'Union interparlementaire avait déjà, une année auparavant, voté une résolution en ce sens² ; tandis qu'en 1925 on évoquait, au sein du Conseil international de recherches, les atrocités commises par les Allemands pendant la guerre pour expliquer le refus de reprendre la collaboration avec eux³, les hommes politiques préparaient activement les accords de Locarno et reprochaient aux élites universitaires de compromettre, par leur intransigeance ou leur agitation, l'accueil d'une politique de détente par des opinions publiques encore instables. En 1926-1927, les relations entre les communautés scientifiques des pays de l'Entente et celle de l'Allemagne étaient encore si mauvaises que leurs porte-parole recouraient, pour communiquer entre eux, aux services des Ambassades britannique et allemande à Berlin et à Londres⁴.
- 2 On ne peut qu'être frappé par la discrétion dont cet épisode de l'histoire de la science internationale a été entouré jusqu'à récemment dans la littérature⁵. Quoique certains scientifiques ayant vécu cette époque jugeassent plus tard avec sévérité le spectacle navrant que la République des savants avait alors offert aux contemporains⁶, les auteurs de mémoires, d'histoires ou de comptes rendus se contentent généralement d'allusions furtives, escamotant entièrement toute l'affaire, ou vont jusqu'à se livrer à certaines retouches. Ces retouches sont d'autant plus étonnantes d'ailleurs quand elles

sont dues à un personnage aussi bien informé que le premier secrétaire du Conseil international des unions scientifiques. Les quelques pages que Lord Lyons consacre au CIR dans son histoire de la Royal Society sont à ce titre fort troublantes. Il laisse entendre avec raison que les Allemands accusaient le CIR d'être politisé, mais mentionne comme seul exemple des griefs qu'ils faisaient valoir contre cette organisation, le fait que le Roi des Belges avait assisté à l'Assemblée constitutive du Conseil. Il fait peser sur les gouvernements le soupçon de porter la principale responsabilité de cette politisation, en faisant remarquer que les gouvernements prenaient en charge le paiement des cotisations pour les Unions scientifiques internationales et qu'une telle pratique risque évidemment toujours que des influences politiques l'emportent sur les objectifs scientifiques...⁷ Reflexe de défense pour protéger un mythe utile ? Incapacité d'accepter l'évidence de failles dans l'image idéale de la communauté scientifique ? De toute façon, à mesure que l'on s'éloigne des événements, les souvenirs s'estompent et on voit le Conseil international des unions scientifiques prendre de très haut parfois, en se référant volontiers à ses traditions, des organisations aussi corruptibles par des influences politiques que l'UNESCO⁸. Pourtant, y a-t-il d'antécédents plus embarrassants que le CIR ?

- 3 Par rapport à l'époque actuelle, où la mission politique du scientifique est revendiquée avec une insistance qui ne manque pas toujours d'une certaine fatuité, il est important de souligner une caractéristique de l'époque antérieure, caractéristique qui démontre la valeur précaire, pour les tenants d'une mission médiatrice des scientifiques, des enseignements de l'histoire. Au cours de la période traitée, les scientifiques quand ils prenaient position, évoquaient rarement, en fait, leur qualité d'homme de science pour se justifier. Tout en concentrant notre étude sur les milieux scientifiques, il nous a été pratiquement impossible d'isoler de façon suivie, dans l'analyse et dans l'interprétation, les scientifiques proprement dits du reste des communautés universitaires. Ce fut, bien sûr, particulièrement évident dans le cas de l'Allemagne, où déjà le concept de "science", *Wissenschaft*, englobe l'ensemble du savoir organisé. Mais tout indique, plus généralement, que les scientifiques dans tous les pays retenus se considéraient d'abord comme membres de l'élite nationale et, comme tels, avaient le droit et l'obligation de se prononcer sur les problèmes politiques. C'est du lien à la nation, et non pas de l'éthique ou de l'expérience socio-professionnelle d'une communauté transnationale, que procédaient de façon déterminante leurs attitudes politiques⁹.
- 4 Il est impossible, par ailleurs, de porter un jugement sur les attitudes et les comportements comparatifs des scientifiques (au sens étroit du terme) et des représentants des humanités et des sciences sociales. Si, dans certaines circonstances, les *Geisteswissenschaftler* se présentent nettement comme les moins accessibles aux idées de compromis et de conciliation¹⁰, l'intransigeance des *Naturwissenschaftler* frappe, à d'autres occasions, par son caractère radical et sommaire. En fait, l'Union académique internationale, l'organisme correspondant au Conseil international de recherches dans le domaine des humanités, ne proclama jamais officiellement l'exclusion des Allemands et d'ailleurs reprit plus tôt la collaboration avec eux. Parmi les modérés, auteurs aux idées discrètement conciliatrices ou membres de groupes ouvertement internationalistes, on trouve relativement plus de philosophes, d'historiens, de sociologues et de juristes que de scientifiques¹¹. Plus que l'expérience de

l'internationalisme scientifique, c'est la connaissance des affaires humaines et sociales qui semble ici se répercuter sur la formation du jugement politique.

- 5 S'il se trouvait, en France, des scientifiques qui étaient prêts à sacrifier temporairement le progrès des sciences aux exigences patriotiques, c'est en Allemagne que l'identification nationale et les préoccupations politiques se révélèrent de la façon la plus totale et la plus poignante : l'universalisme de la science et le caractère international de la communauté scientifique servaient aux milieux anti-républicains - majoritaires parmi les universitaires - comme instrument et prétexte à une agitation contre le régime politique interne et sa politique extérieure¹².
- 6 On ne peut guère faire valoir le caractère restreint du nombre de personnes dont les comportements ont été analysés. Certes, il s'agissait avant tout de l'*Establishment* universitaire, des "Etats-majors" des académies et des sociétés savantes : il a été rarement question de la "base". Indépendamment des problèmes méthodologiques qu'aurait posés la tentative de déterminer les attitudes et les opinions d'individus ne s'étant pas exprimés par écrit, il semble légitime de considérer comme représentative l'attitude des "Etats-majors", d'autant plus qu'elle ne faisait pas, en règle générale, l'objet de contestations par les milieux dont ces hommes étaient les porte-parole¹³.
- 7 De plus, tout en reconnaissant les limitations inhérentes à cette approche, nous avons conçu cette étude d'emblée pour appréhender les répercussions politiques de l'universalisme scientifique sur le plan des *organisations*, de la reprise formelle des rapports de coopération ; car ce sont les transformations des façons de pensée et les arrangements institutionnels sur lesquels se fondent les théories internationalistes. Or, ce fonctionnalisme sommaire que nous avons décelé, en présentant notre étude, dans les prises de position de la plupart des défenseurs de la mission médiatrice des scientifiques sur le plan international, est affecté de malentendus dont le plus grave est sans doute qu'il sous-estime, dans la genèse des attitudes et des opinions, l'autonomie du politique par rapport au socio-professionnel¹⁴.
- 8 Si le cas que nous venons d'étudier démontre la fragilité de l'internationalisme scientifique quand il entre en conflit avec des impératifs du patriotisme, cela ne prouve cependant pas qu'un tel internationalisme des scientifiques n'existe pas. Bien au contraire, l'étude en illustre la spécificité. En fait, si sur le plan officiel, l'impasse semblait totale, dans les rapports formels entre les communautés scientifiques des pays ennemis, les contacts et la collaboration avaient tendance à reprendre de manière diffuse et sur une base purement individuelle. On a fait observer, à juste titre, que ce fut ce fonctionnement, quoique précaire, au ras de la pratique scientifique, d'une communication internationale, qui rendait possible une intransigeance officielle, d'inspiration politique¹⁵. La rupture officielle n'en demeurait pas moins un handicap¹⁶.
- 9 Il semble discutable ainsi de vouloir interpréter la tendance des scientifiques à faire abstraction, pour collaborer, de différends d'ordre politique, comme l'amorce d'un élan vers l'internationalisme au sens général du terme ; de voir dans leur revendication d'une libre circulation des informations et des personnes l'expression d'une certaine conception de la société internationale. Rien n'indique que la décision de mettre à l'écart d'éventuelles divergences de conviction implique, *ipso facto*, la volonté de les surmonter, de résoudre des conflits en s'attaquant à leur *contenu*. Il semble plus juste de considérer cette décision comme essentiellement, voire exclusivement, fonctionnelle : afin de réaliser une communication sectorielle qu'ils jugent indispensable à leur travail et sur laquelle reposent, en fait, les normes et les mécanismes de l'entreprise

scientifique, les hommes de science sont prêts à supporter la distance que créent, sur le plan des rapports personnels, les dissensions dans d'autres domaines.

- 10 En 1915 déjà, l'un des universitaires interrogés par *Svenska Dagbladet* sur le sort de la collaboration scientifique internationale avait fait observer que le chercheur, comme le soldat, n'avait pas à se demander si le camarade luttant à ses côtés lui était sympathique¹⁷. On concevait comme nettement distincts le domaine où tous s'entendaient pour faire avancer le front des connaissances et les domaines où prévalaient les convictions politiques et les choix affectifs. Quoiqu'il ne pût être question de reprendre des contacts personnels avec les Allemands, la science demeurait la même pour tous les peuples, déclara Paul Painlevé en ouvrant la seconde Conférence des académies des sciences interalliées-en novembre 1918¹⁸.
- 11 Si, pour les individus, le scientifique et le politique se révélaient ainsi séparables sans qu'apparût un sentiment intolérable d'incohérence, il convient d'envisager avec prudence la portée politique de l'essor des organisations scientifiques internationales. Celles-ci se présentaient d'abord, en fait, comme des moyens de perfectionner la circulation des hommes et des connaissances et de rationaliser la mise en commun des ressources. Il est difficile cependant d'interpréter correctement la fonction des différents modes de coopération internationale, si on ne les place pas dans le contexte des stratégies socio-professionnelles dont ils sont, depuis longtemps, des éléments consacrés, qu'il s'agisse de la reconnaissance de nouvelles disciplines ou de la promotion de carrières personnelles, de luttes pour le pouvoir dans la Cité scientifique ou de la défense d'intérêts professionnels vis-à-vis de la société. Face à la compétition de nouvelles associations scientifiques, ce fut le souci d'affirmer leur autorité et l'accès privilégié aux subventions de l'Etat, qui contribua largement à la décision des académies de se constituer, au tournant du siècle, en association internationale¹⁹. Cette même préoccupation se retrouve, nous l'avons vu, parmi les motifs conduisant au lendemain de la Première Guerre mondiale, à la création du Conseil international de recherches. Le principal objectif de cette organisation était sans nul doute cependant d'ordre politique et, comme le constatait un observateur bien informé en 1919 déjà, de nature négative²⁰. L'exclusion des savants des Empires centraux, des Allemands en particulier, était la raison d'être du CIR au point de le voir périr à partir du moment où la clause d'exclusion fut révoquée.

- 12 Pour interpréter les différents aspects du fonctionnement de la communauté scientifique internationale et d'en jauger la portée politique il convient en fait de les placer dans leur contexte historique - et national - précis. Dans le cas que nous avons étudié ici, les scientifiques se sont révélés comme des hommes qui, dans leur majorité, partageaient les idées dominantes dans la couche sociale dont ils étaient issus, à savoir en règle générale, la bourgeoisie cultivée. Les élites scientifiques participaient du *Zeitgeist* plutôt qu'elles ne le façonnaient²¹.
- 13 Il n'est pas surprenant alors que des époques ultérieures n'aient pas reproduit les mêmes schèmes de comportements. La montée des régimes totalitaires au cours des années trente et l'émigration des savants européens, vers l'Amérique du Nord surtout, placèrent la communauté scientifique internationale devant des problèmes de cohésion et de solidarité très éloignés des affrontements patriotiques qu'avait entraînés la

guerre de 1914 ; la découverte de la fission nucléaire et le développement des armes atomiques modifièrent par la suite, chez les physiciens d'abord, puis chez les scientifiques dans leur ensemble, la perception de leurs rapports avec la société et la politique internationale. Les tensions des années vingt ne pouvaient laisser prévoir l'élan qui allait se manifester dans la communauté scientifique au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale dans son adhésion au principe de sa fonction médiatrice. Les scientifiques semblaient alors avoir dépassé l'identification passionnée avec les valeurs nationales et concevoir l'exercice de leurs activités de leurs droits et de leurs responsabilités dans un monde élargi. Mais les sociétés dans leur ensemble avaient, elles aussi, profondément changé, si bien que les communautés scientifiques ne se trouvaient pas plus à l'avant-garde des opinions publiques qu'elles ne l'avaient été précédemment : entretemps, la solidarité internationale et le maintien de la paix faisaient partie des normes de la politique étrangère des Etats.

NOTES

1. *Le Temps* du 13 octobre 1918.
2. CICI, P.-V. de la deuxième session, 1^{re} séance du 26 et 10^e séance du 31 juillet 1923, 7, 41 ; annexe 8, 72-73.
3. Voir *supra*, chapitre IV, 160, n. 41.
4. Voir *supra*, chapitre VII, 279-280.
5. Quand nous avons, il y a une quinzaine d'années, abordé cette question pour la première fois, les imprimés et les archives de l'époque étaient les seules sources disponibles.
6. Comme l'attestent, par exemple, les procès-verbaux de la Conference on Problems of Restoring International Scientific and Scholarly Coopération, Washington, décembre 1943. Procès-verbaux in NAS Washington, archives.
7. Lyons, 1944, 316-317, 320.
8. Voir, par exemple, "UNESCO Cuts its Throat", *Nature*, 230, 12 mars 1971, 71 ; "Unesco's Tarnished Image", *Science*, 194, 26 novembre 1976, 497.
9. Ceci est confirmé par des travaux historiques qui au cours des dernières années ont été consacrés à l'évolution des rapports entre les élites intellectuelles - universitaires, scientifiques - et l'Etat et aux thèmes qui ont dominé leur intégration dans la société. Ces études révèlent parmi les facteurs déterminant leur identification collective, leur adhésion aux valeurs patriotiques, Schroeder-Gudehus, B., 1966, 1972, 1973 ; Kevles, D.V., 1968, 1970, 1977 ; Haberer, J., 1969, 1972 ; Ringer, F., 1969 ; Clark, T.N., 1971 ; Tobey, R.C., 1971 ; Paul, H.W., 1972a ; Forman, P., 1973 ; Gruber, C.S., 1975 ; Nye, M.J., 1975, 154-155 et *passim*.
10. Voir, par exemple, la distribution des attitudes parmi les participants à une réunion d'information à l'*Auswärtiges Amt*, que mentionne Paul Forman, 1973, 174, n. 70.
11. Ce serait passer à côté des réalités que d'opposer à cette manière de voir l'exemple d'Albert Einstein : il était loin d'être représentatif, ses attitudes politiques étant aussi exceptionnelles que l'était son génie scientifique. Il serait tout aussi erroné de considérer les efforts de certains milieux scientifiques, français par exemple, de collaborer avec Einstein comme des gestes de conciliation à l'égard des scientifiques allemands dans leur ensemble.
Ce qui le rendait acceptable aux communautés scientifiques des pays de l'Entente - qu'elles

fussent de gauche ou de droite - le séparait, justement, de ses collègues allemands (voir *supra*, chapitres V et VII, 176-178, 191-195, 262-264, et, sur la collaboration franco-allemande, Nye, M.J., 1975, 156-157.

12. Voir *supra*, chapitre VII, 289-298.

13. Un extrémiste aussi opposé à tout rapprochement avec les savants de l'Entente que le directeur de la Centrale pour l'information scientifique à Berlin (voir *supra*, chapitre VI, 253-255), faisait état régulièrement de lettres d'approbation et d'encouragement qu'il recevait de sa clientèle universitaire. De plus, quand en 1929 on songea au niveau gouvernemental à supprimer ce service qui semblait avoir fait son temps, cette décision ne put se matérialiser en raison de l'intervention de milieux scientifiques influents (voir "Die Reichszentrale", 1939, 437). Cet étrange fanatique se trouvait alors, à la fin des années vingt, moins isolé parmi ses collègues scientifiques que par rapport à ses collègues fonctionnaires, notamment à l'*Auswärtiges Amt* et au *Kultusministerium* prussien où, depuis des années déjà, on considérait comme néfaste l'agitation de Karl Kerkhof (voir *supra*, chapitre VII, 274).

14. C'est là que nous rejoignons les études qui, depuis les années soixante, se sont intéressées aux attitudes et comportements des scientifiques dans des questions de relations internationales. Leurs opinions en matière de guerre et de paix, de puissance nationale et d'ordre mondial, ont fait l'objet depuis le début des années soixante d'études qui tendent toutes à se placer à contre-courant de l'image conventionnelle de l'homme de science, citoyen du monde, à l'abri des emportements émotionnels d'un patriotisme excessif, porté à maintenir l'objectivité de son jugement en dehors de considérations d'intérêt national (Gilpin, 1962 ; Meynaud et Schroeder, 1962 ; Frutkin, 1965 ; Salomon, 1970, 315-342 ; 1971 ; Teich, 1974). Dans ce processus, la Cité scientifique du passé n'échappe pas à la démystification. Les exemples cités à l'appui de la thèse selon laquelle "les sciences n'ont jamais été en guerre" (De Beer, 1960), résistent rarement à l'examen critique, soit qu'ils se situent avant l'époque des Etats-nations et ne conservent ainsi qu'une signification limitée ; soit que, simplifiant à l'excès une réalité complexe, ils se révèlent comme d'aimables légendes (voir, par exemple, au sujet de la collaboration franco-britannique dans l'Océan pacifique à l'époque des guerres napoléoniennes, l'étude critique de Hunter A. Duprée, 1964). L'"Internationale de la science" ne pouvait se manifester sans conflit qu'aussi longtemps que les loyautés vis-à-vis de la patrie restaient compatibles. Cette compatibilité devenait précaire, bien sûr, à mesure que le savoir que détenaient les scientifiques acquit une valeur de ressources nationales.

15. Forman, 1973, 179-180.

16. Voir, par exemple, les remarques du rapporteur de la section américaine de l'Union astronomique internationale à la réunion du Comité des relations extérieures de la National Academy of Sciences (NAS Archives, International Relations, Foreign Relations Committee).

17. G. Ferrero, *Südd.Monatshefte*, octobre 1915, 832 ; voir aussi *supra*, chapitre II, 92-95.

18. Conférence des académies des sciences interalliées tenue à Paris, 26-29 novembre 1918. Procès-verbal de la séance du 26 novembre (AdS, Paris).

19. Voir *supra*, Chapitre I, p. 46-47.

20. C.E. Mendenhall, attaché scientifique en poste à l'Ambassade des Etats-Unis à Londres et étroitement associé aux travaux préparatoires pour le CIR, fit part à G.E. Hale de ses difficultés de définir les activités constructives auxquelles l'organisation proposée allait se livrer. Les "négative activities", en revanche, les mécanismes "pour éviter ceci, cela, et un autre chevauchement...", étaient faciles à discerner ! (Mendenhall à Hale, le 27 mai 1919, NAS, Archives, Research Information Service, 1919).

21. Il y avait d'ailleurs, parmi les contemporains, des esprits critiques qui ne se faisaient pas d'illusions sur ce point : "Mit den Gesten der Führerschaft waren die Universitäten vielfach Geführte, wo nicht Angeführte des Zeitgeistes." (Radbruch, G., in Radbruch, G. ; Meinecke, F., 1926, 33).